

## CHAPITRE XVII

Sac de Bagdad. — Le Maréchal fait faire de nouvelles avances d'argent par le Trésor de l'armée. — Voyage secret de M. Seward. — Le Maréchal demande une audience, qu'on tarde à lui accorder. — L'Empereur et l'Impératrice retournent à Cuernavaca. — Négociations à Washington. — Le marquis de Montholon et M. Seward. — Réponse défavorable. — Lettre de Napoléon III (15 janvier 1866). — Mission du baron Saillard. — Mort de M. Langlais. — Résolutions secrètes de Napoléon III communiquées au maréchal Bazaine (31 janvier). — L'Empire condamné.

L'année 1866 commença mal.

De graves événements, qui eussent pu avoir des conséquences plus graves encore, venaient de jeter le trouble, sur l'extrême frontière du Mexique, dans une petite bourgade, appelée Bagdad, située à l'embouchure du Rio Bravo, et distante de quelques kilomètres de Matamoros et de Brownsville.

Un stationnaire, *la Tisiphone*, surveillait ces parages. Le 5 janvier 1866, vers le soir, trois hommes vinrent se réfugier à son bord, si émus, en proie à une terreur telle, qu'ils étaient hors d'état de parler. On les accueil-

lit avec cordialité, on les rassura sur leur sort; le lendemain, recouvrant un peu de calme et de sangfroid, ils racontèrent à M. de la Bédollière les atrocités dont la petite ville venait d'être le théâtre<sup>1</sup>.

Le 5, entre trois et quatre heures du matin, des cris retentissent par la ville : Bagdad est envahi, sur plusieurs points à la fois, par une troupe considérable de soldats nègres venant des États-Unis, environ un millier. Ces bandits se dirigent aussitôt sur la prison, mettent en liberté un sieur Foster, emprisonné pour vol et meurtre, dont ils font leur chef et leur guide. Des officiers américains en uniforme, de la garnison de Clarkville, sont vus sur tous les points, notamment le colonel (ou soi-disant tel) Arthur Read et le général Crawford. Bientôt arrive Escobedo suivi d'une troupe mexicaine.

L'attaque a été si soudaine, si imprévue, qu'aucune résistance n'est organisée, et, suivant la coutume, la garnison passe aussitôt à l'ennemi. Le pillage commence.

Aux premiers coups de fusil, le vapeur français *l'Antonia* allume ses feux, remonte le fleuve et cherche à porter à Matamoros la nouvelle de ces événements. Deux attaques sont dirigées contre lui, mais il les repousse victorieusement.

Pendant ce temps les habitants libéraux de Bagdad

1. Nous résumons ici le rapport adressé par M. de la Bédollière, enseigne de vaisseau, au commandant de *la Tisiphone* et transmis au maréchal par l'intermédiaire du commandant G. Cloué.

se joignent aux Américains; le désordre est à son comble. Après le pillage, les massacres et les vengeances. Avertis que le sieur Foster en veut à leur vie, les trois hommes recueillis par *la Tisiphone* se jettent dans une barque et s'échappent à grand peine...

Telles sont les graves nouvelles transmises à Mexico. Tout événement sur la frontière des États-Unis peut amener les plus terribles complications. Par bonheur, le drapeau américain n'a pas été vu : aussi le gouverneur de Matamoros peut-il adresser une vigoureuse protestation au général Sheridan. Celui-ci, réprouvant les actes de piraterie, se hâte de désavouer les flibustiers auteurs de cette violation du droit des gens. Les réclamations envoyées par le maréchal Bazaine avaient donc reçu par avance toute satisfaction. Quelques jours après, Bagdad était évacué, et, le 25, le colonel Kodolich y rentrait à la tête d'un détachement autrichien.

Le péril était évité cette fois, mais l'alerte avait été chaude, et cet incident montrait trop à quel fil léger était suspendue la paix entre le Mexique impérial et les États-Unis.

Et le plus malheureux était que, pendant ce temps-là, le général Mejia, abandonné dans Matamoros, ne recevait aucun subside de son gouvernement. *Le Lutin* rapportait une dépêche de lui, adressée au maréchal, qui se terminait par cet aveu lamentable : « *Mes troupes sont sans solde, et cette situation terrible ne peut se prolonger* ».

Le commandant en chef transmet immédiatement l'in-

formation à l'Empereur, et lui offrit de faire partir un aviso français pour porter à Mejia les fonds indispensables. Au bout de deux jours, rien n'était venu, si ce n'est un nouvel aveu de la pénurie complète, absolue, du Trésor mexicain. N'envoyer aucun argent, c'était amener la défection de la garnison, la perte de Matamoros : le maréchal n'hésita point, et prit sur lui de faire avancer 300,000 francs par la trésorerie de l'armée.

L'Empereur se hâta d'en remercier le maréchal :

Mon cher Maréchal,

Je viens d'apprendre le précieux service que vous avez rendu à mon gouvernement en lui venant en aide tout récemment par suite d'une crise financière difficile.

Veillez agréer mes très sincères remerciements pour la discrétion et la cordialité avec lesquelles vous avez agi dans cette circonstance délicate, et qui, pour moi, doublent le prix de ce service.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments d'amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Palais de Mexico, le 5 février 1866.

La vérité se faisait jour et le doute n'était plus possible : les Américains avaient des intelligences partout, et ne se mettaient plus en peine de cacher leur double jeu. Déjà, en septembre 1865, le maréchal avait appris avec stupéfaction qu'un officier américain, le colonel Whithesey, muni d'un passeport visé à Matamoros, et d'une permission signée du ministre de Fomento (*Travaux publics*) *M. Robles*, alors à Matamoros, s'était rendu

à Monterey, voyageant à petites journées et parcourant les routes qui permettaient de pénétrer dans le Mexique. Bien plus, on apprit que M. Seward lui-même s'était rendu à l'île Saint-Thomas, où il avait eu plusieurs conférences avec Santa-Anna.

Il est vrai qu'on invoquait comme prétexte à ce voyage le désir du cabinet de Washington d'acheter cette île au Danemark : le moment, en tout cas, était singulièrement choisi. On ne s'y trompa point. De fait, le voyage se rattachait à un plan caressé depuis quelque temps. Le gouvernement américain, qui avait hâte de voir partir les Français du Mexique, comprenait qu'il leur serait difficile de s'éloigner sans laisser derrière eux un gouvernement quelconque. Ce n'était point l'empire ; ce ne pouvait être la république avec Juarez : le cabinet de Paris ne traiterait jamais avec le chef qu'il avait combattu sans répit depuis plus de quatre années. Il fallait donc trouver un autre Président de la République, et ce personnage souhaité était le riche Santa-Anna, dont l'ambition, aiguisée par la rancune et le désir de la vengeance, accepterait avec enthousiasme le rôle qu'on lui destinait.

Ce plan de M. Seward, dévoilé à moitié par sa présence auprès de l'ancien dictateur, émut profondément les esprits. Aussi se montra-t-on quelque peu surpris à Mexico lorsqu'on apprit que l'Empereur et l'Impératrice choisissaient ce moment pour retourner à Cuernavaca, et y faire un séjour de plusieurs semaines, peut-être même de deux mois.

Informé indirectement de ce projet, le maréchal, qui

depuis quelque temps n'était plus appelé au Palais, sollicita une audience de Maximilien ; il désirait, disait-il, traiter de vive voix avec lui certaines questions, et appeler son attention sur diverses mesures à prendre, principalement sur l'attitude du général Rosas Landa, qui déjà avait, par ses persécutions, poussé Garcia Cano à déserter, et qui, au lieu de regagner son poste dans le Michoacan, était revenu tranquillement à Mexico.

Le maréchal ne reçut pas de réponse. Il insista de nouveau : on se borna à lui recommander d'assurer la sécurité de la route pour le voyage de Leurs Majestés. Il ne put voir l'Empereur que la veille du départ.

Maximilien l'autorisa à sévir contre un journal de Mexico qui avait reproduit un article injurieux pour Napoléon III ; il lui annonça sa résolution de constituer un nouveau cabinet aussitôt que M. Langlais aurait terminé ses études sur la situation financière et consenti à accepter le portefeuille des Finances, et l'entretien en resta là.

L'Empereur partit pour Cuernavaca, comme il l'avait décidé, mais revint passer quelques jours à Mexico : c'est alors qu'il écrivit au maréchal son billet de remerciements du 5 février ; c'est également à ce moment qu'il apprit quelques succès de nos troupes et des troupes mexicaines, notamment un engagement heureux et glorieux où le général Mendez battit, avec les seules forces indigènes, un nombre bien supérieur de juaristes, commandés par Regulès.

Quelle que fût l'importance de ces rencontres, les

résultats n'en étaient pas moins nuls : de nouvelles troupes se reformaient des débris des vaincus, et dès que les Français ou les impérialistes tournaient les talons, des dissidents semblaient sortir du sol pour occuper les lieux abandonnés. La nouvelle tactique, ordonnée par Juarez', « de ne livrer aucune bataille rangée, de ne pas s'enfermer dans les villes », mais de harceler sans cesse les corps ennemis, produisait les meilleurs effets, et rendait vains les plus grands succès.

L'impatience commençait à gagner de plus en plus le cabinet de Paris. Pensant que la non-reconnaissance de l'Empereur Maximilien par les États-Unis était le plus grand obstacle, sinon à la consolidation de l'empire, du moins à notre départ, le ministre des Affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, avait chargé le marquis de Montholon de tout mettre en œuvre pour vaincre cette obstination passive du cabinet de Washington. A cet effet, notre ministre avait mission de lui déclarer que, en échange de cette concession, Napoléon III « ne ferait pas de difficultés à prendre des « arrangements pour rappeler ses troupes dans un délai raisonnable dont on pourrait consentir à fixer le « terme ».

On se flattait que ces offres seraient acceptées, d'autant qu'à ce moment le général Logan refusait le poste de ministre plénipotentiaire auprès de Juarez. Mais ces espérances optimistes furent de courte durée : quelques semaines plus tard, on nommait M. Campbell en remplacement du général Logan, et M. Seward répondait au marquis de Montholon (6 décembre 1865) :

Le sens des suggestions de l'Empereur semble être que la France est disposée à se retirer du Mexique aussitôt qu'elle le pourra, mais qu'elle ne saurait le faire sans inconvénient avant d'avoir reçu des États-Unis l'assurance de dispositions amicales ou tolérantes envers le pouvoir qui s'est approprié la forme impériale dans la ville de Mexico.... Je regrette d'être obligé de vous dire que la condition mise en avant est une de celles qui nous semblent complètement impraticables.

M. Seward avait beau jeu : il possédait maintenant la conviction que le gouvernement français, lassé des sacrifices faits en pure perte pour soutenir un trône éphémère et continuer une œuvre impossible, ne demandait, ne cherchait qu'un prétexte honorable pour retirer ses troupes et mettre fin à l'intervention. Qu'avait besoin le cabinet de Washington de prendre des engagements pour obtenir ce résultat aujourd'hui certain ? Son langage se haussait à mesure qu'on était moins en état de riposter, et, semblable en cela à ces matamores qui crient d'autant plus fort qu'ils voient leurs adversaires plus humbles, il était bien aise de se donner le rôle prépondérant et des allures de vainqueur en face de la France, qui ne voulait pas de lutte et ne songeait qu'à s'en aller.

La lettre confidentielle que Napoléon III envoya au maréchal par le courrier du 15 janvier est un indice irrécusable de cet état d'esprit :

Palais des Tuileries, le 15 janvier 1866.

Mon cher Maréchal,

Les difficultés que me suscite sans cesse l'expédition du Mexique me forcent de fixer définitivement l'époque du

rappel de mes troupes. Le plus long temps que je puisse accorder pour le rapatriement du corps d'armée, qui ne doit se faire que successivement, est le commencement de l'année prochaine. Je vous envoie le baron Saillard pour qu'il s'entende avec vous et avec l'Empereur Maximilien relativement à l'exécution de cette mesure. Je voudrais que l'évacuation du Mexique ne compromit pas le pouvoir de l'Empereur. Avisez donc aux moyens d'organiser solidement la légion étrangère et l'armée mexicaine. Il faut que l'Empereur montre une grande énergie et trouve dans son pays les ressources nécessaires pour subvenir à ses dépenses. Je viens d'ailleurs d'écrire dans ce sens à l'Empereur Maximilien lui-même.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

En même temps que la lettre de Napoléon III, le maréchal recevait une dépêche de son ministre qui exposait en quelques mots la mission confiée au baron Saillard :

... Je vais vous en dire la substance : « Nous ne pouvons « pas prolonger indéfiniment notre séjour au Mexique ; « plusieurs raisons, qu'il est inutile d'énumérer, font une loi « au gouvernement de l'Empereur de poser des termes à « notre occupation. Le rapatriement devra commencer au « commencement de l'hiver prochain, ou mieux encore « à l'automne ; il devra continuer sans précipitation, mais « sans être interrompu ; la légion étrangère, sous les conditions stipulées dans la convention de Miramar, restera « à la solde du Mexique après le départ des troupes françaises : nous ferons nos efforts pour la porter à l'effectif « de 7 à 8 000 hommes. Il importe donc que l'Empereur « Maximilien prenne des dispositions pour se passer de « nous à une époque que l'on devra fixer. »

Le commandant en chef ne fut point étonné des résolutions du gouvernement français : la lettre de Napoléon III du 29 novembre 1865 les lui a fait pressentir. L'effet produit fut tout autre sur l'Empereur Maximilien, qui n'avait jamais envisagé sérieusement la pensée que les troupes françaises se retireraient avant la consolidation réelle, définitive, de son pouvoir. Le premier moment d'émotion passé, il se flatta que cet ultimatum n'était qu'une menace en l'air, destinée à activer l'organisation de l'administration et de l'armée mexicaines, trop lente au gré de l'impatience du cabinet de Paris. De là à faire retomber la responsabilité de cet incident pénible sur ceux qui renseignaient le cabinet de Paris, il n'y avait qu'un pas : il le franchit aussitôt.

Le maréchal ne dépendait pas de lui : il ne pouvait donc rien de ce côté ; mais il avait un ministre plénipotentiaire à Paris, M. Hidalgo : c'est sur lui que tomba le premier effet du mécontentement impérial.

M. Hidalgo se trouvait précisément à Mexico depuis un mois, appelé par Maximilien, qui avait manifesté la volonté de traiter de vive voix avec lui certaines questions importantes. L'Empereur, s'imaginant avoir été mal servi par lui, lui retira brusquement sa légation, et nomma à sa place le général Almonte. Une lettre, adressée à M. F. Mora, un de ses représentants en Europe, alors en mission auprès du nouveau roi des Belges, nous donne les motifs de cette résolution de Maximilien :

Hidalgo, comme vous le savez, fut appelé par le Gouvernement à Mexico pour nous éclairer sur divers points et pour recevoir une direction sur d'autres affaires secrètes et très délicates; il devait au bout d'un mois retourner à son poste; mais dans cet espace de temps arrivèrent au gouvernement des preuves si évidentes et si officielles, qui nous montrèrent clairement que Hidalgo n'a pas pu ou n'a pas voulu nous faire la lumière sur la situation à Paris, et qu'au contraire il nous a conduits dans une fausse direction, que le gouvernement s'est vu dans la nécessité, dans le devoir de lui retirer ses fonctions et de nommer le si intelligent et habile général Almonte pour le poste diplomatique le plus difficile que nous ayons en Europe. Il y a plus : le Gouvernement français lui-même nous a fait entendre très-clairement ici, par voie confidentielle, que Hidalgo ne lui était pas sympathique comme représentant du Mexique... Il est bon que vous sachiez tous ces détails afin de pouvoir réfuter immédiatement les calomnies qui pourront être inventées sur ce désagréable incident.

M. Hidalgo n'accepta pas cette disgrâce : il refusa le poste de conseiller d'État, offert à titre de compensation, et quitta Mexico subrepticement, pour se rendre en France, où il revint comme simple particulier.

L'Empereur ne se pressa pas de rentrer à Mexico, où le baron Saillard l'attendait. Le moindre temps gagné lui semblait précieux, et puis il était dans son caractère de remettre à plus tard, autant que possible, les choses ennuyeuses. Il ne quitta Cuernavaca que le 22 février. Le lendemain, un événement imprévu survenait qui lui enlevait encore une chance de prolonger l'intervention : M. Langlais mourait

subitement, et avec lui s'évanouissait l'espoir de ce nouveau ministère dont il eût fait partie.

Bientôt les échos d'Europe apportèrent les paroles prononcées par Napoléon III, le 22 janvier, à l'ouverture de la session des Chambres :

« Ainsi que j'en exprimais l'espoir l'année dernière, notre expédition touche à son terme. Je m'entends avec l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes, afin que leur retour s'effectue sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre dans ce pays lointain.

« L'Amérique du Nord, sortie victorieuse d'une lutte formidable, a rétabli l'ancienne union et proclamé solennellement l'abolition de l'esclavage. La France, qui n'oublie aucune noble page de son histoire, fait des vœux sincères pour la prospérité de la grande République américaine et pour le maintien de relations amicales bientôt séculaires. L'émotion produite aux États-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. Le peuple américain comprendra que notre expédition, à laquelle nous l'avons convié, n'était pas opposée à ses intérêts. Deux nations également jalouses de leur indépendance doivent éviter toute démarche qui engagerait leur dignité et leur honneur. »

Et, afin qu'aucun doute, aucune ambiguïté ne planât sur ses intentions, il les confia sans détour au maréchal, dans une lettre destinée à rester secrète entre eux, et qui ne fut jamais, croyons-nous, communiquée

même au ministre de la Guerre. Jusqu'à ce moment, elle est demeurée le secret du maréchal Bazaine : de son vivant, il ne l'a point divulguée ; mais, en cédant ses papiers à Ernest Louet, il s'assura qu'elle verrait le jour. Elle explique bien des choses et porte la lumière sur les points obscurs de cette lamentable histoire. Qu'on en juge ; la voici :

*Palais des Tuileries, 31 janvier 1866.*

*Mon cher Maréchal,*

*Quoique je n'aie rien de nouveau à vous écrire, je tiens cependant à vous répéter ce que j'ai chargé M. Saillard de vous dire.*

*Les circonstances, plus fortes que ma volonté, m'obligent à évacuer le Mexique ; mais je ne veux le faire qu'en laissant derrière moi à l'Empereur Maximilien toutes les chances de se maintenir avec ses propres forces et la légion étrangère. Il faut donc que vous mettiez tout votre zèle et toute votre intelligence à organiser quelque chose de durable dans le pays, afin que nos efforts n'aient pas été en pure perte. Vous avez, pour accomplir cette difficile tâche, un an ou dix-huit mois.*

*Si par hasard l'Empereur Maximilien n'avait pas l'énergie voulue pour rester au Mexique après le départ de nos troupes, il faudrait convoquer une Junte, faire organiser un gouvernement, et amener, par votre influence, le choix d'un Président de la République dont les pouvoirs devraient durer de six à dix ans. Ce gouvernement devrait naturellement s'engager à payer la plupart de nos créances sur le Mexique. Il est clair qu'il ne faudra recourir*

*à cette combinaison qu'à la dernière extrémité, car mon plus vif désir c'est que l'Empereur Maximilien puisse se soutenir.*

*Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.*

NAPOLÉON.

Cette lettre n'était que l'explosion de l'irritation manifestée précédemment par Napoléon III, et la paraphrase de la menace contenue dans ces lignes de la lettre du 29 novembre : « Il sera beaucoup plus facile « d'abandonner un gouvernement qui n'a rien fait pour « pouvoir vivre que de le soutenir malgré lui ».

Cette irritation, jointe aux « circonstances plus fortes que sa volonté », éclaire les mobiles auxquels Napoléon III obéissait en donnant au commandant en chef de pareilles instructions. Ils se résument ainsi :

1° Napoléon III désespérait de son œuvre. Le rêve d'un empire latin dans le Nouveau-Monde ne lui paraissait plus réalisable. Il avait été trompé et il s'était trompé dans cette aventure lointaine ; il sentait Maximilien incapable d'établir son gouvernement d'une manière stable et définitive. Dès lors, à quoi bon éterniser une expérience destinée à avorter ?

2° La poussée de l'opinion publique devenait chaque jour plus forte et plus puissante. Le pays avait assez de cette aventure d'au-delà des mers, et les Chambres se refusaient à voter de nouveaux millions pour cette expédition impopulaire.

3° L'Europe était dans un état latent de crise : des

bruits et des menaces de guerre commençaient à circuler. La Prusse et l'Autriche armaient, l'Italie aussi. Il n'était pas bon pour la France, en présence de ces redoutables éventualités, d'être engagée au loin.

4° L'attitude des États-Unis était inquiétante; mais cette raison était peut-être la moins puissante de celles qui pesèrent sur l'esprit de Napoléon III. Il est douteux que la perspective même d'une guerre avec les États-Unis l'eût fait reculer : sa correspondance le témoigne assez nettement. Seulement, à l'heure actuelle, il jugeait inutile de courir ce risque pour une œuvre condamnée d'avance. La couronne vacillante et l'autorité précaire de Maximilien ne valaient pas les dangers d'une semblable lutte. C'est ce que comprit le Cabinet de Washington, dont le langage devint agressif au fur et à mesure qu'il sut Napoléon III plus décidé que jamais à évacuer le Mexique. Il ne résista pas au plaisir de se donner cette apparence de victoire diplomatique.

Quant au maréchal Bazaine, il ne se méprit point sur la portée des instructions que lui envoyait Napoléon III, et, dès ce jour, ses perplexités furent grandes. Jamais, en effet, devoir plus terrible, pouvoir plus grand, responsabilité plus étendue, n'avaient été imposés à un homme. CONSOLIDEZ MAXIMILIEN OU RENVERSEZ-LE, tel était le dilemme que posait la lettre. Et, pour marcher vers l'une ou l'autre de ces solutions, aucun guide, aucun conseil même. Bien plus, pour exécuter un quelconque de ces plans, quelle force avait-il à sa disposition? Aucune.

Pour consolider Maximilien, il ne pouvait se servir des troupes sous ses ordres : ne lui fallait-il pas les ramener peu à peu vers le port d'embarquement, et s'interdire toute expédition, bien plus, tout engagement qui eût pu nuire au mouvement de retraite, car on lui fixait un délai qu'il ne devait point dépasser.

Pour renverser Maximilien, il pouvait encore moins employer la force : l'indignation eût été générale, et légitime après tout, de le voir se tourner contre le souverain que nous avons amené, que nous avons nous-mêmes intronisé!

C'est ainsi qu'une série d'événements contraires, de malentendus, de faiblesses, et, disons-le aussi, de fautes, avait rendu la situation de chacun des personnages mêlés à cette entreprise fausse et incertaine. Tout était pour tous confusion ou péril.

On verra le rôle joué par les uns et par les autres dans les derniers jours de cette aventure néfaste. Ici s'arrête la seconde partie de notre récit, car, la France retirant sa protection, on peut dire que l'*Empire de Maximilien*, s'il n'est fini, du moins est condamné.

Nous raconterons, dans un prochain volume, cette *Fin d'Empire*.